

Nouvelles locales du jeudi 20 mai 2010

@rib News, 20/05/2010 Nouvelles diffusées en Synergie des radios locales : Rpa, Isanganiro, Ccib, Bonesha, Rtnb, Voix de la paix, Radio Maria, Radio Vyizigiro, Rema, Salaama, Nderagakura, Ijwi ririmesha, Star, Umuco et Rtr. **Sécurité**- Les forces de sécurité et de défense disent être prêtes pour la sécurisation des élections qui commencent demain. Le porte-parole de l'armée nationale le Colonel Baratuza Gaspard dit que l'armée se déploie pour le moment dans les provinces du pays. Selon Baratuza, les signes que le scrutin de ce vendredi se passera bien se font remarquer. Il dit que l'armée va occuper certaines positions laissées par les policiers qui vont se déployer sur terrain.

- Selon le porte-parole de la police nationale, Chanel Ntarabaganyi, même des hélicoptères seront déployés pour la sécurisation du scrutin de ce vendredi si jamais ça s'avère nécessaire. Il annonce qu'une synergie des corps de sécurité et de défense pour sécuriser les élections a été faite et certaines des positions jadis occupées par les policiers seront occupées par les militaires.

- La population de la province de Bujumbura dans la commune de Kanyosha s'est levée pour sécuriser les scrutins, car, estime-t-elle, la sécurité est une affaire de la population d'abord. C'est pour cette raison que deux personnes primumes ont été arrêtées par cette même population de Kanyosha. Tous deux, démobilisés de l'ancien Palipehutu-Fnl, actuellement convertis au Cnnd-Fdd ont été arrêtés l'un hier (mercredi) soir, et l'autre ce matin. L'administrateur communal confirme cette information et dit que c'est la population qui a procédé à l'arrestation de ces personnes et les a rendues à la police sans pour autant les violenter. L'administrateur de Kanyosha souligne en plus que des preuves de culpabilité contre ces deux personnes existent bel et bien et encourage la population de Kanyosha pour cette grande contribution à la sécurité. La population de cette commune dit que d'autres cas seraient déjà dans les collines de cette même commune et demande à la police et à l'armée de prendre en considération les informations leur livrées. **Politique**- Le président de la Ceni vient de faire une sortie médiatique par laquelle il dit que les préparatifs sont en cours pour les communales de demain. Pierre Claver Ndayicariye dit que l'équipement lourd pour les urnes est déjà dans les communes de tous le pays depuis une semaine. Quant aux matériels fragiles tels que les caisses, le président de la Ceni affirme qu'il sera en place dans quelques heures.

- Cependant, la Ceni demande aux agents de distribution des cartes d'électeurs de s'organiser pour bien servir la population qui attend impatiemment les cartes d'électeurs. Il pointe du doigt certains agents qui manquent de créativité dans la gestion des grands effectifs de population en attente de la carte d'électeur.

- Le président de la Ceni se dit satisfait par la situation de la distribution de la carte d'électeur à l'intérieur du pays. Pierre Ndayicariye affirme que presque toutes les provinces du pays auront commencé à distribuer les cartes d'électeur, au plus tard à 14h de ce jeudi. Il dit cependant que la commune de Kigamba de la province de Cankuzo est en retard car, apprend-t-on des sources sur place, jusque hier soir, aucune des cartes d'électeurs n'avaient pas encore été servie suite au retard des véhicules transportant les cartes d'électeur et l'homme.

- Le ministre des relations extérieures et de la coopération Augustin Nsanze vient d'ordonner une expulsion de la représentante de Human Right Watch. Des associations de défense des droits de l'homme n'ont pas tardé à réagir à cette décision du gouvernement Cnnd-Fdd. Selon le président de l'Aprodh, Pierre Claver Mbonimpa, ce n'est pas la Human Right Watch qui était visée mais sa représentante au Burundi. Il se dit navré par cette décision qui ne fait que faire reculer le pays à un stade inférieur. Selon le président de la Coalition de la Société pour le Monitoring Electoral, Cosome, Jean Marie Vianney Kavumbagu, le gouvernement burundais s'est précipité pour prendre cette décision. Il demande au gouvernement de revoir la mesure pour éviter de ternir son image du pays auprès des bailleurs de fonds. Un communiqué de presse est en attente pour le soutien de Neela Ghoshal, la représentante de Human Right Watch au Burundi. Des sources en provenance des Etats Unis affirment que le travail de Ghoshal a été apprécié d'où le soutien de cette militante des droits de l'homme. Le directeur de Human Right Watch Kenneth Roth soutient la représentante de HRW au Burundi et il compte entreprendre des négociations entre le gouvernement burundais pour résoudre cette crise.